

## L'emploi reprend légèrement au deuxième trimestre, après un repli sévère au premier

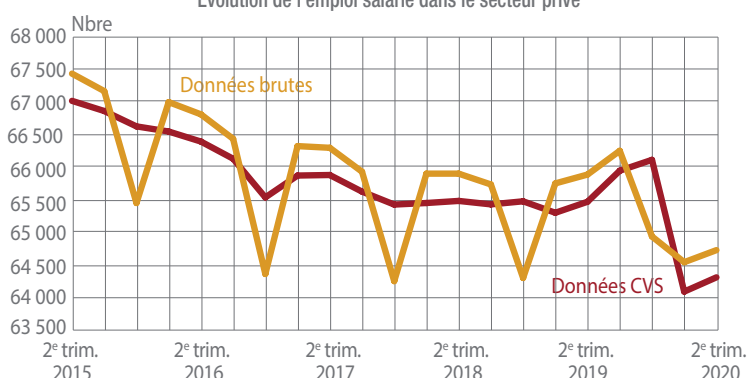
Fin juin 2020, 86 600 salariés sont déclarés par leurs employeurs auprès de la Cafat, soit une légère augmentation de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, en données corrigées des variations saisonnières (CVS). Trois mois plus tôt, quand la Nouvelle-Calédonie vivait ses premières semaines de confinement, l'emploi avait chuté de 3,1 % sur un trimestre (données CVS), phénomène tout à fait inhabituel en début d'année. En juin, il retrouve une évolution trimestrielle plus classique, loin toutefois de compenser les pertes antérieures. Ainsi, le volume global de l'emploi reste très inférieur au niveau moyen des cinq dernières années (1 830 emplois de moins par rapport à la moyenne 2015-2019 en juin). Les employeurs du secteur privé déclarent 64 680 salariés au deuxième trimestre, soit une augmentation de 0,3 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). Dans le secteur public, la situation est inversée : avec 21 920 salariés, c'est un repli de 0,3 % par rapport à mars 2020.

Après un mois de confinement strict du 24 mars au 20 avril, la reprise de l'activité s'est faite progressivement à partir de fin avril. Elle s'est accompagnée d'une série de mesures de sauvegarde et de soutien aux entreprises, comme le chômage partiel spécifique, qui a été prolongé plusieurs fois pour les entreprises durablement impactées par la crise sanitaire ; le report de paiement des cotisations sociales et charges fiscales ; les mesures d'accompagnement du secteur bancaire et le prêt de trésorerie garanti par l'Etat ; les aides provinciales pour les très petites entreprises et travailleurs indépendants. Ces différentes mesures ont ainsi permis de soutenir l'activité, de limiter des réductions d'effectifs, de maintenir la trésorerie des entreprises et d'atténuer leurs inquiétudes. Ainsi, l'indice du climat des affaires (ICA), qui exprime l'opinion des chefs d'entreprise interrogés sur la conjoncture, remonte au cours du deuxième trimestre après un point bas au trimestre précédent. Il gagne 7,3 points sur un trimestre et s'établit à 85,3. De même, les 53 liquidations judiciaires intervenues au cours du deuxième trimestre restent nettement moindres que le niveau trimestriel moyen des quatre dernières années (68).

**La reprise profite aux services, à l'industrie et dans une moindre mesure à l'agriculture**

● L'emploi privé reprend légèrement au 2<sup>e</sup> trimestre, après un choc sévère au 1<sup>er</sup>

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur privé



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

Témoin d'un redémarrage prudent mais réel de l'activité, le recours à l'intérim augmente de nouveau : le nombre d'intérimaires progresse de 87 % sur trois mois et celui des entreprises utilisatrices de 52 %.

### L'emploi des services redémarre doucement

Dans le **secteur privé**, les évolutions d'emploi sont contrastées selon les domaines d'activité, après un repli généralisé au trimestre précédent. Les services, l'industrie et, dans une moindre mesure l'agriculture, regagnent des effectifs sur un trimestre. A l'inverse, le commerce et la construction continuent d'en perdre.

Plus gros pourvoyeur d'emplois en Nouvelle-Calédonie, le secteur des **services hors commerce** comptabilise 32 450 salariés au 30 juin 2020. Il enregistre une progression de +0,6 % par rapport au trimestre précédent (données CVS), après une forte baisse au premier trimestre (-4 %).

La hausse profite en premier lieu aux services administratifs et de soutien, dont les effectifs progressent de 6,1 % sur trois mois (données CVS), en lien notamment avec un

recours accru à l'intérim (cf. supra). Les activités d'aménagement paysager y contribuent aussi dans une moindre mesure. Les activités de sécurité privée, de nettoyage, et sans surprise dans le contexte sanitaire du moment, des agences de voyage, enregistrent à l'inverse une baisse réelle d'effectifs.

Les effectifs augmentent aussi, de 1,2 % (données CVS) pour les autres activités de service, tirés principalement par les activités d'accompagnement vers l'autonomie et de soutien à l'enfance ; de +0,8 % pour l'enseignement et de +2,0 % pour les activités financières et d'assurance. Pour ce dernier sous-secteur, l'évolution résulte en réalité du changement d'activité principale d'une entreprise dont les effectifs ont basculé du commerce vers les services.

A l'inverse, le secteur hébergement et restauration, le plus touché par les conséquences de la crise sanitaire et l'arrêt des arrivées de touristes, enregistre une baisse de 4,8 % sur un trimestre (données CVS), après déjà -11 % au premier trimestre. Cette diminution trimestrielle affecte exclusivement l'hôtellerie et les hébergements similaires. L'ensemble des suppressions d'emplois ce trimestre sont



opérées par des entreprises qui débauchaient déjà au premier trimestre. Signe aggravant, le nombre d'intérimaires et d'entreprises utilisatrices dans ce secteur chutent nettement, respectivement -77 % et -60 %, sur la même période.

De même, les effectifs se réduisent de 1,0 %, dans le secteur transport et entreposage tirés par les activités de transport routier de fret, transport routier de voyageurs et bien sûr, de transport aérien. Aux suppressions d'emplois s'ajoutent le transfert d'une entreprise de ce sous-secteur vers la construction et une fermeture d'entreprise. Enfin, même si les volumes d'emplois salariés y sont nettement moindres, les activités récréatives, artistiques et de spectacle paient aussi un lourd tribut dans le contexte sanitaire et budgétaire du moment, avec des effectifs en repli de 4,2 % sur trois mois. Situation toute autre dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques où le recul de 1,2 % des effectifs ne résulte que d'un transfert d'entreprise de ce secteur vers la construction.

Par rapport à la même période de 2019, les services perdent 820 emplois, tirés essentiellement par le secteur hébergement et restauration qui perd 690 salariés.

### Légère hausse de l'emploi dans l'industrie et l'agriculture

Le secteur de l'industrie compte 14 320 salariés au 2<sup>e</sup> trimestre 2020. L'emploi augmente ce trimestre de 1,1 % (données CVS), après un repli de 1,5 % le trimestre dernier. Il progresse de 9 % dans l'industrie extractive, porté essentiellement par les activités d'extraction minière, et de 4,2 % dans la production et la distribution d'eau.

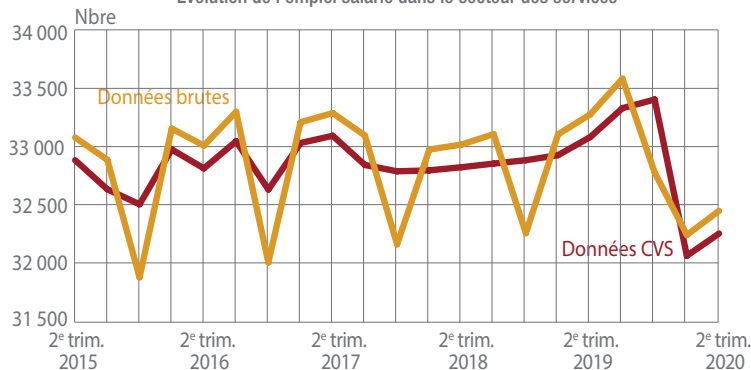
Cette hausse masque toutefois une diminution de 0,4 % des effectifs de l'industrie manufacturière, notamment l'industrie alimentaire (boulangerie, pâtisserie, produits chocolatés), la métallurgie et la construction métallique.

Sur un an, le solde d'emplois du secteur industriel reste positif avec 200 emplois supplémentaires.

Le secteur agriculture compte 1 770 salariés au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, en hausse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent (données CVS).

### ● Après une chute marquée au 1<sup>er</sup> trimestre, l'emploi dans les services repart

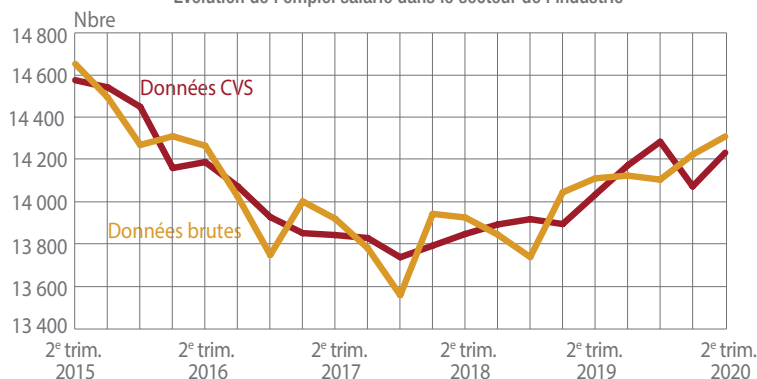
Évolution de l'emploi salarié dans le secteur des services



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

### ● L'emploi dans l'industrie redemarre au 2<sup>e</sup> trimestre

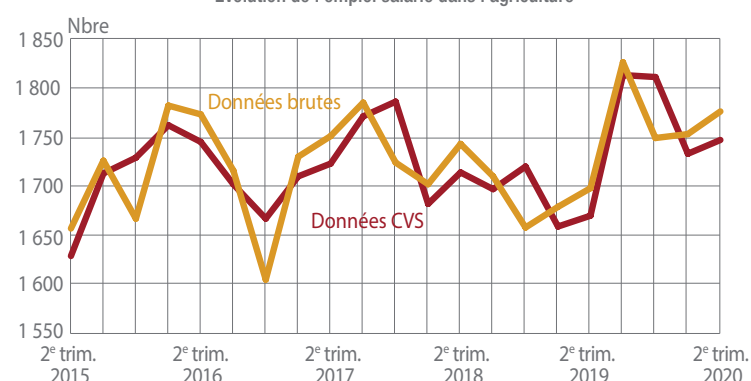
Évolution de l'emploi salarié dans le secteur de l'industrie



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

### ● L'emploi agricole progresse de nouveau après un repli

Évolution de l'emploi salarié dans l'agriculture



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

En glissement sur les douze derniers mois, l'agriculture gagne 80 emplois. L'augmentation concerne notamment les activités de culture de légumes et tubercules, l'aqua-

culture et la reproduction de plantes. Elle est cependant atténuée par le repli dans l'exploitation forestière et l'élevage d'autres bovins.



**La baisse de l'emploi persiste dans la construction**

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, le secteur de la **construction** emploie 6 010 salariés, en diminution de 1,8 % sur un trimestre (données CVS). Depuis plus de cinq ans, l'emploi dans ce secteur ne cesse de se réduire. Cette diminution trimestrielle affecte d'abord les travaux de peinture et de vitrerie, en lien avec la fermeture d'une entreprise de plus de 30 salariés, et les travaux de terrassement spécialisé. Elle est légèrement atténuée par le transfert d'une soixantaine d'emplois provenant d'entreprises qui ont changé d'activité principale.

En glissement annuel, le secteur de la construction affiche un déficit de 460 emplois.

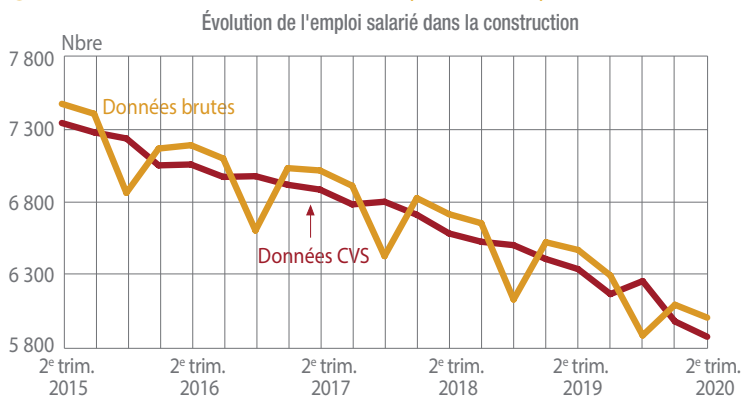
Le secteur du **commerce** déclare 10 090 salariés au 30 juin 2020, soit une diminution de 0,4 % (données CVS). C'est le troisième trimestre consécutif de baisse. Toutefois, ce recul est dû en très grande partie à deux transferts d'entreprises, du commerce vers les activités financières et d'assurance, et du commerce vers la construction : ce sont ainsi plus d'une centaine d'emplois qui sont désormais comptabilisés dans d'autres secteurs. Sans tenir compte de ces deux transferts, l'emploi du commerce aurait progressé de 0,7 % par rapport au trimestre dernier (données CVS). Quelques baisses mineures sont malgré tout enregistrées dans les activités de commerce de détail de matériel et de parfumerie.

Par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, le commerce perd 150 emplois.

**Repli de l'emploi dans le secteur public**

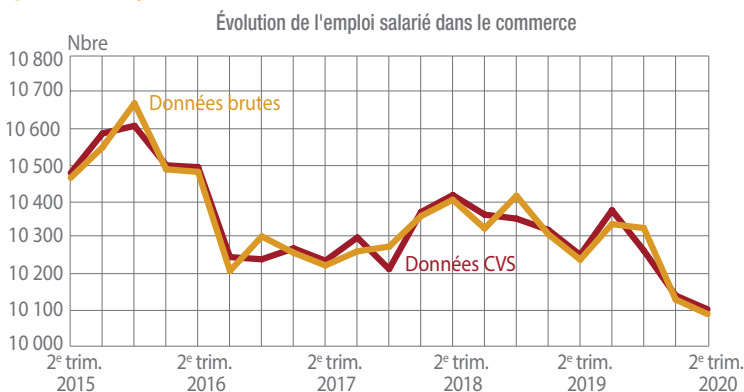
Les employeurs du **secteur public** déclarent 21 920 salariés au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, soit une baisse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). L'emploi public se contracte pour le troisième trimestre consécutif, mais moins fortement toutefois que les trimestres précédents. En juin, le recul résulte exclusivement de la baisse de 1,2 % du nombre de contractuels (données CVS), qui vient prolonger celle amorcée depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2019. A l'inverse, le nombre de fonctionnaires territoriaux progresse de 0,4 % et celui des fonctionnaires d'Etat se stabilise sur la même période (-0,1 %).

● **Le secteur de la construction continue de perdre des emplois**



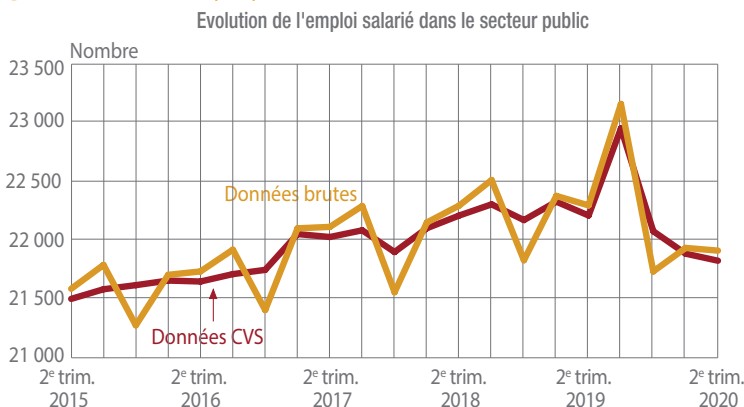
Sources : Isee - Catat - Données provisoires

● **Nouveau repli dans le commerce**



Sources : Isee - Catat - Données provisoires

● **Au 2<sup>e</sup> trimestre, l'emploi public continue de se contracter**



Sources : Isee - Catat - Données provisoires

Au total sur un an, le nombre de salariés déclarés par le secteur public diminue de 1,8 %, soit 390 emplois de moins. Cette diminution est due à une baisse de 4,4 % du nombre de contractuels et dans

une moindre de 0,7 % des fonctionnaires d'Etat, très légèrement atténuée par la progression de 0,3 % du nombre de fonctionnaires territoriaux.

### Révisions

La publication trimestrielle des évolutions de l'emploi salarié tient compte d'un délai de quatre mois nécessaire pour s'assurer d'un niveau satisfaisant d'exhaustivité des déclarations des entreprises. Néanmoins, certains mouvements peuvent encore être enregistrés après ce délai. C'est pourquoi, les chiffres des trimestres précédents sont systématiquement révisés à chaque nouvelle publication, pour tenir compte des déclarations tardives auprès de la Cafat.

### Correction des variations saisonnières

L'emploi salarié présente des variations saisonnières importantes qui interfèrent avec les variations conjoncturelles : de façon récurrente, le niveau de l'emploi salarié décline au dernier trimestre. De même, d'autres indicateurs sont sujets à des variations saisonnières importantes : le nombre d'employeurs, dont la courbe infra annuelle suit les mêmes tendances que l'emploi salarié ; les créations et cessations d'entreprises, dont les niveaux sont toujours plus élevés au 1<sup>er</sup> trimestre qu'au cours des trimestres suivants. L'analyse des données corrigées des variations saisonnières pour ces indicateurs offre une meilleure lisibilité et une analyse facilitée des réelles variations conjoncturelles.

### ● Emploi salarié privé au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

	Evolution par rapport au trimestre précédent (CVS*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
<b>Emploi salarié</b>			
<b>Effectifs salariés total (a)</b>			
dont secteur privé	0,3	-1,8	64 680
dont secteur public	-0,3	-1,7	21 920
<b>Détail par sous secteurs du privé (b)</b>			
Agriculture, sylviculture et pêche	0,8	4,7	1 770
<b>Industrie</b>	<b>1,1</b>	<b>1,4</b>	<b>14 320</b>
Industries extractives	9,0	10,7	1 880
Industries manufacturières (c)	-0,4	-0,4	10 840
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,9	1,4	710
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	4,2	6,2	890
<b>Construction (c)</b>	<b>-1,8</b>	<b>-7,3</b>	<b>6 010</b>
<b>Commerce</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,5</b>	<b>10 090</b>
<b>Services</b>	<b>0,6</b>	<b>-2,5</b>	<b>32 450</b>
Transports et entreposage	-1,0	0,4	4 210
Hébergement et restauration	-4,8	-14,8	3 910
Information et communication	-0,3	-0,6	1 080
Activités financières et d'assurance	2,0	2,1	2 600
Activités immobilières	0,0	-1,3	730
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-1,2	-6,3	2 120
Activités de services administratifs et de soutien	6,1	-0,6	5 620
Administration publique	-0,8	1,4	920
Enseignement	0,8	-4,9	2 600
Santé humaine et action sociale	0,0	5,3	3 450
Arts, spectacles et activités récréatives	-4,2	-10,3	650
Autres activités de services	1,2	5,1	2 060
Services domestiques	2,9	-3,3	2 470
Activités extra-territoriales	0,1	-20,3	30
<b>Indéterminés (d)</b>	<b>///</b>	<b>///</b>	<b>40</b>
<b>Effectifs employeurs privé</b>	<b>4,4</b>	<b>-1,0</b>	<b>11 390</b>
<b>Détail par statuts du public (e)</b>			
Contractuels	-1,2	-4,4	8 630
Fonction publique Nouvelle-Calédonie	0,4	0,3	9 940
Fonction publique Etat (e)	-0,1	-0,7	3 350
<b>Démographie d'entreprises</b>			
Créations (cumul du trimestre)	-9,2	-19,0	879
Cessations (cumul du trimestre)	21,3	-18,1	728

\* Les indicateurs présentés dans ce tableau sont très soumis à des variations saisonnières, c'est pourquoi les évolutions trimestrielles sont présentées corrigées des variations saisonnières (CVS).

(a) Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi

(b) NAF rev2

(c) Les effectifs de KNS SAS, immatriculé au RIDET dans le secteur construction, ont ici été réaffectés au secteur industrie manufacturière

(d) Cette catégorie regroupe les salariés dont l'entreprise est hors-territoire et ne possède pas de RIDET sur le territoire

(e) Hors Armées.

Sources : Cafat - Isee, données provisoires

Unité : nombre sauf mention contraire



● Chiffres clés de l'emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

	Evolution par rapport au trimestre précédent (Données brutes*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
<b>Intérim (nombre mensuel moyen)</b>			
Salariés (équivalents temps plein)	87,0	43,2	986
Entreprises utilisatrices	52,0	40,5	486
<b>Moral des entreprises (donnée trimestrielle)</b>			
Indicateur du climat des affaires (point)	7,3	-3,7	85,3
Liquidations judiciaires (cumul)	4,0	-34,0	53

\* Les indicateurs présentés dans ce tableau ne sont pas soumis à variations saisonnières.

Les évolutions trimestrielles sont donc calculées à partir des données brutes.

Sources : Cafat - DTE - IEOM - Isee

Unité : nombre sauf mention contraire

